



ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE

Direction du soutien aux collections

Service de la conservation préventive

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

2025-098M

**SUIVI DE L'ETAT DE CONSERVATION ET ENTRETIEN DES COLLECTIONS
PERMANENTES - TAPISSERIES GRAND FORMAT DU DEPARTEMENT DES OBJETS
D'ART, COLLECTIONS XVE A XVIIIIE –
DU MUSEE DU LOUVRE**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
(C.C.P.)**

Table des matières

PARTIE PRELIMINAIRE : OBJET DU MARCHÉ ET CARACTERISTIQUES PRINCIPALES	- 4 -
ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ.....	- 4 -
ARTICLE 2. ALLOTISSEMENT ET TRANCHES	- 4 -
ARTICLE 3. PROCEDURE.....	- 4 -
ARTICLE 4. FORME.....	- 4 -
ARTICLE 5. VARIANTES ET OPTIONS	- 5 -
ARTICLE 6. DUREE DU MARCHÉ.....	- 5 -
ARTICLE 7. PIECES CONSTITUTIVES	- 6 -
PARTIE 1 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES.....	- 7 -
ARTICLE 8. DETAIL DES PRESTATIONS ATTENDUES.....	- 7 -
8.1 VISITE PREALABLE AUX INTERVENTIONS (FORFAIT ET BPU)	- 7 -
8.2 SUIVI DE L'ÉTAT DE CONSERVATION DES ŒUVRES (FORFAIT ET BPU).....	- 7 -
8.3 TRAITEMENTS DE STABILISATION ET CONSOLIDATION D'URGENCE (FORFAIT ET BPU)	- 8 -
8.4 DEPOUSSIERAGE DES ŒUVRES (FORFAIT ET BPU)	- 9 -
8.5 MARQUAGE DES ŒUVRES (BPU UNIQUEMENT)	- 9 -
8.6 SUIVI DE L'EMPOUSSIEREMENT DES SECTEURS (FORFAIT ET BPU).....	- 9 -
8.7 RELEVAGE DES PIEGES INSECTES (FORFAIT + BPU)	- 9 -
8.8 ACHEMINEMENT DU MATERIEL (FORFAIT + BPU).....	- 9 -
8.9 OBTENTION D'UN PERMIS POUSSIERE	- 10 -
ARTICLE 9. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	- 10 -
ARTICLE 10. DESCRIPTION DES ŒUVRES ET SECTEURS, OBJET DES PRESTATIONS	- 10 -
ARTICLE 11. LIVRABLES.....	- 10 -
ARTICLE 12. RESTITUTION DES RESULTATS	- 12 -
PARTIE 2 : CONDITIONS D'EXECUTION	- 13 -
ARTICLE 13. LIEUX D'INTERVENTION.....	- 13 -
ARTICLE 14. DATES ET PERIODICITE DES PRESTATIONS	- 13 -
ARTICLE 15. DEFINITION DES INTERVENANTS ET CONDUITE D'OPERATION.....	- 13 -
15.1 INTERVENANTS A L'EPML	- 13 -
15.2 RESPONSABLE D'OPERATION ET INTERLOCUTEUR DEDIE CHEZ LE TITULAIRE.....	- 13 -
ARTICLE 16. CONSTITUTION DE L'EQUIPE DEDIEE AUX PRESTATIONS.....	- 14 -
ARTICLE 17. MOYENS MATERIELS MIS A DISPOSITION PAR L'EPML	- 15 -
17.1 LES MOYENS D'ELEVATION.....	- 15 -
17.2 MATERIEL ET FOURNITURES MIS A LA DISPOSITION DU TITULAIRE PAR L'EPML	- 15 -
ARTICLE 18. MOYENS MATERIELS A FOURNIR PAR LE PRESTATAIRE	- 15 -
ARTICLE 19. PLAN DE PREVENTION	- 16 -
ARTICLE 20. PRESENCE OU INTERVENTIONS SIMULTANÉES D'AUTRES PRESTATAIRES DE SERVICES OU FOURNISSEURS AINSI QUE DU PERSONNEL DU MUSÉE	- 16 -
ARTICLE 21. ACTIONS DE COMMUNICATION – CLAUSE DE CONFIDENTIALITE.....	- 16 -
21.1 PHOTOGRAPHIES ET PRISES DE VUES DU PERSONNEL DU TITULAIRE	- 16 -
22.2 PRISES DE VUES OU TOURNAGES SUR LES OPERATIONS MENEES PAR LE TITULAIRE	- 17 -

22.3 CLAUSE DE CONFIDENTIALITE	- 18 -
ARTICLE 23. STATIONNEMENT	- 18 -
ARTICLE 24. PORT DU BADGE OSTENSIBLE ET PERMANENT OBLIGATOIRE	- 18 -
PARTIE 3 : MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS ET REGLEMENT	- 19 -
ARTICLE 25. ADMISSION DES PRESTATIONS.....	- 19 -
25.1 OPERATIONS DE VERIFICATION	- 19 -
25.2 DETERIORATION DES COLLECTIONS, DU BATIMENT OU DU MATERIEL.....	- 19 -
25.3 REPARATIONS A APPLIQUER EN CAS DE DOMMAGES	- 19 -
25.4 INDEMNISATION.....	- 20 -
ARTICLE 26. PENALITE	- 20 -
ARTICLE 27. DEROGATION AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITE	- 20 -
ARTICLE 28. PRIX	- 20 -
28.1 NATURE ET CONTENU DES PRIX.....	- 21 -
28.2 VARIATION DES PRIX	- 21 -
28.3 AJOUT DE NOUVEAUX PRIX EN COURS D'EXECUTION	- 21 -
ARTICLE 29. EMISSION DES BONS DE COMMANDE	- 22 -
29.1 MODALITES DE COMMANDE GENERALES.....	- 22 -
29.2 MODALITES DE COMMANDE EN CAS DE MISE EN ŒUVRE DES PRIX UNITAIRES « HORAIRES ».....	- 22 -
29.3 ANNULATION D'UNE COMMANDE.....	- 22 -
29.4 MODIFICATION D'UNE COMMANDE – BON DE COMMANDE COMPLEMENTAIRE	- 22 -
ARTICLE 30. MODALITES DE REGLEMENT	- 23 -
30.1 PRESENTATIONS DES FACTURES RELATIVES AUX PRIX FORFAITAIRES.....	- 23 -
30.2 MENTIONS DES FACTURES	- 23 -
30.3 ADRESSE D'ENVOI DES FACTURES	- 23 -
30.4 DELAIS DE PAIEMENT - INTERETS MORATOIRES	- 24 -
ARTICLE 31. T.V.A.	- 25 -
ARTICLE 32. AVANCE	- 25 -
ARTICLE 33. SOUS-TRAITANCE	- 25 -
PARTIE 4 : DIVERSES CLAUSES ADMINISTRATIVES	- 26 -
ARTICLE 34. CESSION DES DROITS SUR LE RAPPORT D'INTERVENTION.....	- 26 -
ARTICLE 35. RESPONSABILITE SOCIETALE DES ORGANISATIONS	- 26 -
ARTICLE 36. RESILIATION.....	- 27 -
ARTICLE 37. CESSION ET NANTISSEMENT DES CREANCES	- 28 -
ARTICLE 38. ASSURANCE ET RESPONSABILITES.....	- 28 -
ARTICLE 39. LANGUE, LITIGE ET COMPETENCE DES TRIBUNAUX.....	- 28 -
ARTICLE 40. DEROGATIONS AUX DISPOSITIONS DU CCAG.....	- 28 -

Listes des abréviations utilisées dans le présent CCP :

DOA : Département des Objets d'Art

SCP : Service de la conservation préventive

EPML : Etablissement public du musée du Louvre

PARTIE PRELIMINAIRE : OBJET DU MARCHE ET CARACTERISTIQUES PRINCIPALES

Article 1. Objet du marché

Le marché a pour objet la réalisation de prestations de suivi de l'état de conservation et d'entretien des collections permanentes de tapisseries de grands formats du Département des objets d'art - Collections XVe à XVIIe de l'Etablissement Public du Musée du Louvre (ci-après l'« EPML »).

Ce marché vient compléter les campagnes de constats d'état, de dépoussiérage et d'intervention de conservation-restauration réalisées par les départements et les prestations du Titulaire du marché « nettoyage du musée du Louvre » qui réalise le ménage des salles, des zones de circulation et du mobilier muséographique hors collections et en deçà des mises à distance.

Les prestations attendues dans le cadre de ce marché sont les suivantes :

- Visite préalable aux interventions ;
- Suivi de l'état de conservation des œuvres dans le temps ;
- Traitements de stabilisation et consolidation d'urgence ;
- Dépoussiérage des œuvres ;
- Marquage des œuvres ;
- Suivi de l'empoussièrement ;
- Acheminement du matériel ;
- Relevage des pièges à insectes.

Le contenu des prestations est détaillé dans les parties 1 et 2 du présent marché.

Article 2. Allotissement et tranches

Le marché n'est pas alloti.

Ce marché vient cependant compléter un ensemble de six marchés qui ont été publiés au jour de la publication du marché et qui ont pour objet des prestations de suivi de l'état de conservation et d'entretien des collections permanentes du musée du Louvre et du musée Eugène Delacroix.

Le marché ne fait pas l'objet de tranches.

Article 3. Procédure

Le présent marché est passé **en procédure adaptée** en application des articles L2123-1-2° et R2123-1-3° du Code de la commande publique.

Le marché appartient à la catégorie de services spécifiques suivante : Services récréatifs, culturels et sportifs.

Code CPV : 92521000-9 « Services de Musée »

Article 4. Forme

Le présent marché constitue un marché mixte comportant une part forfaitaire et une part à bons de commande.

Les prestations qui relèvent de la part forfaitaire sont programmées par secteurs et incluent les prestations suivantes :

- Visite préalable aux interventions

- Suivi de l'état de conservation des œuvres :
 - o Diagnostic de l'état de conservation
 - o Réalisation de la documentation photographique
- Traitements de stabilisation et consolidation d'urgence
- Dépoussiérage des œuvres
- Marquage des œuvres
- Suivi de l'empoussièrlement des secteurs
- Acheminement du matériel
- Relevage des pièges à insectes

Les prestations qui relèvent de la part à prix unitaires (non programmées) pourront porter sur toutes les prestations décrites ci-dessus.

Pour la part à commandes, donnant lieu à un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans montant minimum, et avec montant maximum en application des articles L. 2125-1 et R. 2162-1 à R. 2162 14 du Code de la commande publique. Les montants s'établissent de la manière suivante, par période d'exécution (12 mois) :

Les montants s'établissent de la manière suivante :

	Par période d'exécution (12 mois)
<i>Montant minimum HT :</i>	Sans montant minimum
<i>Montant maximum HT :</i>	40 000€

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins et portent sur la liste des prestations listées au Bordereau de Prix Unitaires. Les quantités et la nature des prestations à exécuter au titre de chaque commande figurent sur chacun des bons de commande dans le respect des documents contractuels.

Article 5. Variantes et options

Sans objet.

Article 6. Durée du marché

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de **douze (12) mois**.

Il est ensuite **reconductible** trois (3) fois par décision tacite du représentant du pouvoir adjudicateur **par période de douze (12) mois sans que sa durée totale n'excède quarante-huit (48) mois**.

Le Titulaire ne peut refuser la reconduction.

En cas de non reconduction, la décision est notifiée au titulaire au moins trois (3) mois avant la date anniversaire de la notification du marché. La décision de non-reconduction n'a pas à être motivée.

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin d'exécution de la période en cours, quelles que soient les raisons ayant motivé la non-reconduction.

Conformément à l'article R2162-5 du CCP, l'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Cependant leur exécution peut se poursuivre jusque **trois mois** au plus tard après la date de fin de validité du marché.

Article 7. Pièces constitutives

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du présent marché (*dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant*) sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- ✓ l'acte d'engagement et ses annexes :
 - Annexe 1 : Bordereau de prix unitaires
 - Annexe 2 : Moyens humains et matériels
 - Autres annexes le cas échéant (acte de sous traitance...)
- ✓ la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
- ✓ le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses quatre annexes :
 - Annexe 1 : Liste des œuvres par secteur,
 - Annexe 2 : Le plan des salles,
 - Annexe 3 : Le calendrier prévisionnel des opérations,
 - Annexe 4 : Exemple(s) de fiche de constat d'état.
- ✓ le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, sauf dérogations énumérées au titre du dernier article du présent document ;
- ✓ l'offre technique du Titulaire.

Seuls les originaux de ces documents conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

En cas de contradiction, d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation entre deux documents constitutifs du présent marché, c'est le document le plus élevé dans la hiérarchie ci-dessus qui prévaut. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature de l'offre par le Titulaire.

Notification du marché

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-FCS, la notification du présent marché comprend une copie de l'acte d'engagement et ses annexes. Elle comprend également, au gré du Titulaire (sur demande du Titulaire par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-FCS), la remise sans frais par le pouvoir adjudicateur de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché. Conformément à la loi n°81.1 du 2 janvier 1981 modifiée, la cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

PARTIE 1 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES

Article 8. Détail des prestations attendues

Pour rappel, les prestations attendues dans le cadre de ce marché et détaillées ci-dessous sont les suivantes :

- Visite préalable aux interventions ;
- Suivi de l'état de conservation des œuvres dans le temps ;
- Traitements de stabilisation et consolidation d'urgence ;
- Dépoussiérage des œuvres ;
- Marquage des œuvres ;
- Suivi de l'empoussièrement ;
- Acheminement du matériel ;
- Relevage des pièges à insectes ;
- Obtention d'un permis poussière ;
- Réunions.

8.1 Visite préalable aux interventions (forfait et BPU)

Pour chaque opération, une visite obligatoire est programmée avec le département, le titulaire de ce marché, le titulaire du marché échafaudage et le SCP afin de définir les besoins en matériel d'élévation, leur mode d'acheminement et le déroulé des opérations.

Suite à cette visite, le titulaire confirmera ses besoins en élévation par mail au titulaire du marché échafaudage.

Il est à noter pour le jour d'intervention, que l'installation de l'échafaudage ne pourra se faire que le jour du chantier, à partir de 9h00. Le temps d'installation et de désinstallation est donc à prendre en compte par l'entreprise dans le planning d'organisation des opérations.

8.2 Suivi de l'état de conservation des œuvres (forfait et BPU)

L'objectif des constats d'état est d'assurer un suivi de l'état de conservation, de poser un diagnostic et le cas échéant de hiérarchiser les interventions nécessaires.

Les données récoltées permettront au SCP et au Département d'avoir une vision d'ensemble des besoins de la collection et la mise en place d'actions et mesures correctives.

Une équipe plus conséquente peut être programmée pour chaque secteur, lors du premier passage afin de renseigner les fiches de constat dans leur intégralité. Les passages suivants ne relèveront que les changements d'état dus aux altérations évolutives et les actes de vandalisme.

8.2.1 Diagnostic de l'état de conservation des œuvres

Le prestataire renseignera la fiche de constat de l'état de conservation remise au premier jour du chantier par l'EPML.

Le prestataire pourra, à sa convenance, saisir les données soit sur la fiche papier, soit directement sur un ordinateur portable ou soit sur une tablette (suivant les cas, sur base de données Filemaker ou la base de collection du musée). Tous les constats (papier ou numérique) sont fournis par le SCP.

Les tapisseries murales ne seront pas décrochées, l'examen diagnostique concerne les deux faces, autant que faire se peut ;

Le constat attendu consiste :

- à diagnostiquer l'état de conservation du bien,
- à identifier et localiser graphiquement les altérations évolutives (notamment à l'aide d'une tablette),

- à documenter par une prise de vue ces dernières
- à renseigner en conséquence la fiche de constat d'état.

a. « Conclusion du diagnostic »

L'état de conservation est renseigné dans la catégorie « *Etat général : conclusion du diagnostic* » par le Titulaire suivant l'ordre donné ci-après :

- 1. Biens identifiés sans fragilités particulières**
- 2. Biens identifiés avec des fragilités accrues :** Les biens à « fragilités accrues » présentent des faiblesses structurelles demandant une attention particulière lors de leur déplacement ou de leur dépoussiérage (objets fragiles, polychromes...)
- 3. Biens identifiés avec des instabilités structurelles :** Ces biens présentent des instabilités structurelles présentant une altération (soulèvements, fentes, pulvérulence) et impliquant une intervention.
Les traitements de conservation seront identifiés et hiérarchisés avec l'ordre donné ci-après, afin que le département puisse programmer leur traitement dans un plan de conservation-restauration futur.
 - à programmer à moyen terme (3.1)
 - à programmer à court terme (3.2)
 - urgente (3.3)

b. « Les degrés d'altération »

Les altérations repérées par le titulaire seront définies dans les constats d'état selon les niveaux suivants :

- 1-Faible quand il s'agit d'une dégradation mineure
- 2-Moyenne quand la dégradation est significative
- 3-Importante quand la dégradation est majeure
- 4-Critique quand l'objet est en péril

Se référer à l'annexe 4 pour un modèle de constat d'état – ce modèle est transmis à titre indicatif et pourra être adapté par le Titulaire après accord de l'EPML.

8.2.2 Réalisation de la documentation photographique

Les altérations évolutives seront impérativement localisées et documentées par une prise de vue afin de pouvoir suivre une évolution potentielle lors des interventions postérieures.

La documentation photographique sera réalisée impérativement avec du **matériel photographique professionnels** permettant les prises de vue macrophotographiques, la définition doit être adaptée à l'exploitation des clichés et permettre de discerner clairement les altérations.

Le rendu des clichés photographiques sera validé par l'EPML. Les photographies ne répondant au présent cahier des charges, floues, sous ou sur exposées seront refusées et devront être refaites en conformité avec le CCP.

Un relevé doit localiser les prises de vue sur l'œuvre afin de localiser aisément les altérations relevées.

Le stockage des clichés sur un espace numérique partagé avec les autres membres du groupement est à la charge du titulaire. Il est important de noter que le réseau WIFI du musée, étant aléatoire dans les salles, ne pourra permettre leur consultation, et nécessite une connexion ad hoc à la charge du titulaire.

Les prises de vues réalisées par les représentants du titulaire du présent marché sont des prestations purement techniques, ne laissant aucune place à l'originalité. Elles ne sont pas couvertes par des droits de propriété intellectuelle.

8.3 Traitements de stabilisation et consolidation d'urgence (forfait et BPU)

Des consolidations ponctuelles pourront être réalisées dans le cadre du présent marché.

Elles répondront à une nécessité avérée et urgente et ne devront pas avoir d'impact sur la bonne réalisation de la mission ainsi que son planning d'exécution. Elles seront réalisées directement par le titulaire à l'occasion des opérations, après validation par le département.

Ces opérations seront documentées et mentionnées dans la fiche de constat.

8.4 Dépoussiérage des œuvres (forfait et BPU)

Un dépoussiérage approfondi est souhaité afin d'éliminer les dépôts mobiles de la surface des tapisseries.

Les tapisseries murales ne seront pas décrochées, le **dépoussiérage concerne uniquement la face.**

Ces opérations demandent une bonne connaissance des objets ; pour cette raison, le groupement doit impérativement avoir **un conservateur-restaurateur spécialisé dans la typologie des œuvres traitées**, correspondant aux filières disciplinaires.

8.5 Marquage des œuvres (BPU uniquement)

Lors du premier passage des tapisseries, le titulaire du marché vérifiera le marquage de chacune des tapisseries.

En cas de tapisserie(s) non marquée(s) ou de marquage(s) erroné(s), il sera demandé au titulaire de réaliser un marquage.

Le marquage devra être conforme aux recommandations du *Guide pratique pour le marquage d'identification des biens culturels*¹ et réalisé en accord avec le responsable de collections.

8.6 Suivi de l'empoussièrlement des secteurs (forfait et BPU)

Un suivi de l'empoussièrlement des secteurs sera fait par le titulaire à chaque passage sur trois zones prédéfinies en début de marché, par prélèvement à l'aide du matériel fourni par l'EPML.

Les prélèvements seront archivés par le titulaire dans un dossier ad hoc fourni par l'EPML, organisé par salle et par secteur.

8.7 Relevage des pièges insectes (forfait + BPU)

Il sera demandé au titulaire de regarder les pièges ; il y a un piège par tapisserie. En cas de présence de mite(s), il est demandé au titulaire du marché de transmettre au SCP, un relevé avec les informations suivantes :

- Date,
- N° piège,
- N° secteur associé,
- Nombre de mite(s)

Le tableau de relevé des pièges, renseigné par le titulaire devra être présent dans le rapport d'intervention.

Egalement, la personne en charge de l'IPM du SCP transmettra au titulaire en tout début de chaque opération d'entretien les alertes, les zones suspectes.

8.8 Acheminement du matériel (forfait + BPU)

¹ https://francearchives.fr/file/cae1709898be62d9ea11dfe4126762f62a6a7d4a/3-C2RME_guide_pratique_pour_le_marquage_2015.pdf

Le matériel et les fournitures mis à disposition par l'EPML (aspirateurs notamment) sont stockés au musée du Louvre en chariot. Leur acheminement, leur rangement et leur retour sont à la charge du titulaire.

Sauf spécification contraire transmise par email, le lieu de stockage est localisé en VDI.

8.9 Obtention d'un permis poussière

L'obtention d'un permis poussière est impérative pour tout travail en hauteur.

L'EPML fera la demande auprès du SPSI (service de prévention, sécurité, incendie) au plus tard la veille d'une opération. Le retrait du permis est à la charge du titulaire directement au bureau au SPSI le jour de l'opération, avant le début des prestations (accès par le 101 rue de Rivoli).

Le titulaire du marché devra se signaler au SPSI par téléphone en début et fin d'intervention, pause du déjeuner comprise.

Article 9. Clause environnementale

Dans le cadre de la présente opération, le pouvoir adjudicateur, dans un souci de préservation de l'environnement, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique. Le présent article fixe des prescriptions environnementales notamment la gestion des déchets.

A ce titre, le titulaire veille à différencier les différents types de déchets (papier, plastique, bois, etc.) afin de faciliter leur évacuation.

L'organisation du tri sera présentée au titulaire par l'EPML à l'occasion des réunions de démarrage des secteurs.

Dans la mesure du possible, les moyens utilisés par le titulaire dans le cadre de cette obligation lui seront restitués à la fin du marché.

Article 10. Description des œuvres et secteurs, objet des prestations

32 tapisseries de grands-formats concernent ce marché : elles sont réparties en trois secteurs. **Un secteur correspond à une ou plusieurs salles regroupées pour être réalisées en une seule opération.**

<u>N° de secteur</u>	<u>N° de salle</u>	<u>Nom donné par le musée du Louvre aux salles</u>	<u>Nombre de tapisseries</u>
<i>Secteur 09</i>	Salle 507	Galerie des chasses de Maximilien	12
<i>Secteur 10</i>	Salle 516	Salle Scipion	6
<i>Secteur 31</i>	Salles 504, 505, 506		14

Les œuvres sont listées en annexe n°1 du présent marché. Le plan des salles est fourni en annexe n°2 du présent marché.

Article 11. Livrables

Intitulé du livrable	Article du CCP	Caractéristiques du livrable	Modalités de livrable	Délai de transmission	Point de départ du délai de transmission	Mode de validation
-----------------------------	-----------------------	-------------------------------------	------------------------------	------------------------------	---	---------------------------

Le compte-rendu d'intervention est demandé pour chaque intervention (détails après le tableau)	11	Format PDF Nommage : <i>Date_N° de secteur</i>	Transfert numérique par intervention Clé USB à la fin du marché	4 semaines	Date du dernier jour de l'intervention	Validation simple
Les constats d'état renseigné pour chacune œuvre	7.2	Format PDF Nommage : <i>Date_N° d'inventaire</i>	Transfert numérique par intervention Clé USB à la fin du marché	4 semaines	Date de réalisation de l'intervention	Validation simple
Le fichier de base de données Pour chaque intervention	7.2	Format FileMaker (trame transmise par le SCP)	Transfert numérique par intervention Clé USB à la fin du marché	4 semaines	Date du dernier jour de l'intervention	Validation simple
Documentation photographique de chaque œuvre	7.2.3	Uniquement en cas de modification de l'état et regroupé par dossier. Nommage : <i>N°inventaire_N° de l'altération</i>	Transfert numérique par intervention et/ou clé USB	4 semaines	Date du dernier jour de l'intervention	Validation simple
Fichier Excel « relevage des pièges insectes »	7.8	Format Excel (trame transmise par le SCP)	Transfert Numérique	4 semaines	Date du relevage	Validation simple
Suivi de l'empoussièrment	7.7	Prélèvements archivés dans un dossier papier fourni par le SCP	Papier et scan numérique	Le jour du prélèvement	-	Validation simple

Pour chaque opération, le compte-rendu d'intervention devra comporter :

- un document de synthèse de l'opération réalisée, soit un compte-rendu à chaque secteur traité,
- le compte-rendu des traitements effectués au cours de l'intervention, avec une documentation photographique de l'état des objets avant et après traitement,
- un bilan général de l'état de conservation accompagné d'une liste des objets nécessitant des interventions de conservation–restauration à court, moyen ou long terme,

- ainsi que toute autre information qui semblera importante au titulaire dans le cadre de ce bilan d'intervention.

Pour chaque opération, le calendrier de transmission des livrables pourra être précisé par l'EPML au titulaire, les délais de transmission pourront être revus à la hausse ou à la baisse par rapport aux délais indiqués ci-dessus. Sans indications complémentaires, les délais ci-dessus s'appliquent.

L'EPML se réserve le droit de procéder, sans que le titulaire ne puisse élever de réclamation, à des changements sur les collections exposées, la forme des fiches de constats, ainsi que le contenu et le format des livrables. Ces changements resteront marginaux.

A la livraison des clichés, une validation de conformité sera effectuée par les représentants du service de la conservation préventive.

Article 12. Restitution des résultats

Une réunion de restitution des résultats aura lieu en fin de marché pour l'ensemble des secteurs. Cette réunion comprendra une restitution orale des informations collectées lors des opérations ainsi que les préconisations susceptibles d'être formulées.

PARTIE 2 : CONDITIONS D'EXECUTION

Article 13. Lieux d'intervention

Les interventions seront réalisées in situ dans les salles permanentes concernées par les opérations du Musées du Louvre.

Article 14. Dates et périodicité des prestations

Les opérations se dérouleront sur plusieurs jours consécutifs aux horaires suivantes : de 9h00 à 17h00.

Les jours de fermeture au public des salles pour les secteurs concernés sont :

- Les mardis, jour de fermeture du musée,
- Un jour de fermeture public programmée (défini tous les 6 mois par l'EPML)

Pour assurer les prestations demandées dans le cadre de ce marché, nous demandons en plus des mardis et du jour de fermeture public programmée, la fermeture exceptionnelle de ces secteurs au public.

Au total, chaque secteur pourra être fermé au public 5 jours consécutifs, du lundi au vendredi.

Les opérations ne pourront pas dépasser ces 5 journées consécutives ; le nombre d'intervenants devra être adaptés au nombre de collections à traiter dans cet intervalle calendaire.

Un calendrier prévisionnel des opérations est transmis en annexe n°3.

Chaque secteur sera programmé annuellement en concertation avec le titulaire, le SCP et les départements concernés. De façon à anticiper l'organisation de ces opérations, il est attendu du Titulaire qu'il propose des dates de disponibilité dans un délai de prévenance de 6 à 12 mois. L'EPML établira le programme d'intervention en fonction des dates proposées par le Titulaire.

Cependant la programmation est susceptible d'être modifiée suivant la programmation événementielle du Louvre. L'EPML préviendra le Titulaire dans les meilleurs délais et pourra re-planifier l'opération en fonction des dates de disponibilités transmises et mises à jour par le Titulaire.

Article 15. Définition des intervenants et conduite d'opération

15.1 Intervenants à l'EPML

Le maître d'ouvrage de l'opération est l'établissement public du musée du Louvre, désigné dans ce cahier des charges par l'« EPML ».

La conduite du marché est assurée par Dorothee Humbert et Camille Brouillet du service de la conservation préventive (SCP) au sein de la direction du soutien aux collections (DSCO) du Musée du Louvre.

Une personne du Service de la Conservation préventive sera présente sur site pour assurer le bon déroulement des opérations.

Un régisseur ou un conservateur du département concerné suivront également les opérations : ils apporteront les précisions nécessaires aux interventions sur les collections.

15.2 Responsable d'opération et interlocuteur dédié chez le titulaire

Le titulaire devra désigner dans son offre un responsable d'opération qui sera la personne habilitée à le représenter pour toute question relative à l'exécution du marché. Il sera l'interlocuteur dédié de l'EPML.

Il devra :

- Assister aux réunions de préparation avec les représentants de l'EPML.
- Coordonner toutes les interventions (planning, matériel, fournitures et intervenants)
- Veiller au bon déroulement des opérations (installation, rangement, acheminement du matériel)
- Vérifier la pertinence et l'uniformité de l'information relevée par les intervenants sur les œuvres, ainsi que la cohérence des niveaux d'intervention.

Il devra également coordonner ces interventions avec les autres activités du chantier c'est-à-dire :

- La mise à disposition des équipements de travail en hauteur (à la charge du titulaire du *Marché Échafaudage*)
- Et toutes autres activités connexes aux opérations (à la charge de l'EPML ou prestataires extérieurs)

Le responsable d'opération désignera également un suppléant qui assurera les mêmes fonctions en cas d'absence ou d'indisponibilité de celui-ci.

Article 16. Constitution de l'équipe dédiée aux prestations

Le Titulaire comprend dans son équipe, un interlocuteur dédié et un suppléant.

Au moins un des deux interlocuteurs dédiés devra présenter une forte expérience en chantiers et entretien de collections et avoir une expérience en pilotage d'équipe. Au moins un des deux interlocuteurs dédiés devra être conservateur-restaurateur spécialisé en collections textiles.

En cas de groupement, l'interlocuteur dédié principal devra être le mandataire du groupement.

Les équipes du titulaire seront quantitativement et qualitativement adaptées à l'exécution des prestations du marché, aussi pour ce faire **l'EPML souhaite que l'équipe soit constituée à minima de huit (8) restaurateurs-conservateurs dont au moins cinq (5) restaurateurs disposant de la spécialité « textiles ».**

L'EPML souhaite par ailleurs que la composition de l'équipe soit la plus stable possible.

Tous les restaurateurs doivent pour intervenir sur les opérations, être certifiés au montage, vérification et utilisation d'échafaudages roulants (certifications R.457). Les opérations se dérouleront impérativement sur des échafaudages.

La remise d'attestation échafaudage est facultative au jour de la remise des offres. Cependant, après la notification du marché, le Titulaire du marché s'engage à disposer d'un nombre d'intervenant disposant de l'habilitation échafaudage suffisant pour réaliser les opérations attendues dans le cadre de ce marché. Avant toute opération, le Titulaire devra produire pour son équipe les attestations justifiant leur compétence à utiliser des échafaudages.

Des régisseurs d'œuvres et des techniciens de conservation pourront, suivant les besoins, assister ces derniers pour la saisie des constats d'état par exemple.

Les intervenants du titulaire en charge de l'exécution des prestations attendues au titre du présent marché sont nominativement présentés au sein de son offre. Ceux-ci sont considérés comme constituant une équipe dédiée (ou partiellement dédiée) aux prestations exécutées pour le compte de l'EPML ; toute modification de l'équipe dédiée (notamment changement des personnes intervenantes) devra recevoir l'aval préalable et écrit de l'EPML.

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, en cas de modification de l'équipe dédiée, le Titulaire doit :

- En aviser immédiatement l'EPML,
- Communiquer à l'EPML dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de l'avis d'information le nom, le CV ainsi que les coordonnées du ou des remplaçant(s),
- Prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le titulaire ne procédera à l'affectation de cet intervenant qu'après avoir reçu l'accord par courriel du musée du Louvre.

En cas de non-réponse de l'EPML dans les vingt (20) jours ouvrés suivant l'envoi du curriculum vitae de l'intervenant, celui-ci sera considéré comme accepté.

Au vu des éléments fournis, l'EPML se réserve également le droit de refuser, un intervenant, dans ce même délai de vingt (20) jours ouvrés.

En cas de refus d'un intervenant par le musée du Louvre, le titulaire dispose de cinq (5) jours ouvrés pour proposer un autre intervenant.

À tout moment, et notamment dans le cas où le musée du Louvre estimerait qu'un intervenant n'atteint pas le niveau de qualité de prestation attendue, l'EPML se réserve la possibilité de demander au Titulaire le retrait de cet intervenant, de manière temporaire ou définitive, pour tout ou partie des prestations commandées.

La personne représentant le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché à l'issue de la troisième récusation, pour juste motif, ou en l'absence de désignation d'un nouvel interlocuteur dans les délais impartis.

Article 17. Moyens matériels mis à disposition par l'EPML

17.1 Les moyens d'élévation

Les équipements de travail en hauteur (fourniture, acheminement, montage, démontage) sont à la charge du titulaire du marché échafaudage et coordonnés par le SCP. Toutefois, le titulaire enverra ses besoins en élévation directement au titulaire du marché échafaudage suite à la visite préalable aux interventions (cf. article 8.1 du présent marché).

En plus de la mise à disposition du matériel de travail en hauteur, le titulaire du marché peut faire part en amont de ses besoins en cours d'opérations : d'assistance pour le déplacement et les changements de niveaux des échafaudages.

Le titulaire fera part de ces besoins d'assistance directement au titulaire du marché échafaudage.

Chaque échafaudage est livré avec une guirlande LED par le titulaire du marché échafaudage.

17.2 Matériel et fournitures mis à la disposition du Titulaire par l'EPML

La liste de matériel ci-dessous est non exhaustive et non contractuelle. Elle peut être fournie par le SCP à la demande du titulaire :

- Tables de travail
- Chaises
- Lampes sur pied lumière du jour
- Enrouleurs de câble électrique de 25 mètres contenant chacun 4 prises de 16 A - 230 Volts
- Multiprises contenant chacune 4 prises de 16 A - 230 Volt.
- Fournitures de calage et protection (mousse, papier de soie etc.)
- Sacs poubelles
- 6 aspirateurs Nilfisk HEPA avec variateur (3 tonneau, 3 dorsaux)
- Ordinateur PC portables équipé de Filemaker 13 et MuseumPlus.

Un rappel du matériel disponible pourra être fait par l'EPML en amont de chaque opération.

L'EPML ne fournit pas de tablette.

Article 18. Moyens matériels à fournir par le prestataire

Le titulaire devra fournir :

- Les équipements et fournitures permettant la bonne réalisation des prestations attendues

- Toutes autres fournitures étant proposées par l'EPML en quantité insuffisante ou ne convenant au titulaire, sous réserve de l'accord de l'EPML, comme la tablette qui ne peut pas être fournie par l'EPML

Tous les intervenants devront porter les EPI.

Article 19. Plan de prévention

En application du décret n°92-158 du 20 février 1992, complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, les opérations nécessitent la réalisation d'un plan de prévention entre l'EPML et le titulaire du marché.

Une date de visite d'inspection commune, préalable au début du chantier, sera convenue dans les quatre semaines suivant la date de notification du marché. Lors de cette visite devront être présents les représentants de l'EPML et le titulaire du marché, afin d'analyser les risques encourus sur ce chantier des collections et décider des mesures de prévention à prendre, en rédigeant un plan de prévention.

A cette occasion, le titulaire du marché devra fournir l'ensemble des documents suivants : la liste du personnel ; la copie de toutes les habilitations électriques et/ou de conduite d'engins des personnes intervenant sur site ; la liste des équipements et matériels utilisés et leurs certificats de conformité éventuels ; les coordonnées du médecin du travail ; la liste des produits chimiques (par exemple les solvants ou les produits de nettoyage) utilisés et leurs fiches de données de sécurité correspondantes.

A l'issue de la visite, le représentant de l'EPML et le titulaire du marché conserveront chacun un (1) exemplaire de ce document, et il sera considéré comme étant en application dès son élaboration, même s'il demeure provisoire.

En effet, ce plan sera considéré provisoire le temps d'être soumis à l'avis d'experts de l'EPML. Si des modifications sont nécessaires, elles seront intégrées par le biais d'un additif au plan de prévention, et elles devront être appliquées immédiatement par le titulaire du marché. La version définitive de ce plan de prévention et son additif éventuel, une fois signés par le président-directeur de l'EPML, seront envoyées en lettre recommandée avec accusé de réception au titulaire du marché.

Article 20. Présence ou interventions simultanées d'autres prestataires de services ou fournisseurs ainsi que du personnel du musée

Le titulaire doit prendre en compte l'éventualité de la présence ou d'une intervention aux mêmes lieux et plages horaires d'autres prestataires de services ou fournisseurs, ainsi que du personnel de l'EPML.

Si la personne chargée de la conduite du chantier le juge nécessaire, le titulaire sera informé des conditions d'exécution des autres interventions. Réciproquement, les conditions d'exécution de ses interventions pourront être adaptées. Si le titulaire fait appel à des prestataires dans le cadre du chantier, il doit le(s) déclarer et en faire part à la personne chargée de la coordination des opérations.

Enfin, le titulaire doit s'adapter aux conséquences des multiples travaux en cours ou à venir, ainsi qu'aux événements publics ou privés organisés dans ces mêmes espaces, qui impliquent notamment le déménagement d'œuvres, la réalisation d'aménagements provisoires, l'emballage ou déballage d'œuvres pour exposition, des campagnes de prises de vues et l'évolution de la procédure de contrôle des accès.

Article 21. Actions de communication – clause de confidentialité

21.1 Photographies et prises de vues du personnel du titulaire

Le titulaire déclare être informé et accepter que le maître d'ouvrage peut être amené, dans le cadre de ses missions scientifiques et culturelles assurant la mise en valeur des opérations et des savoir-faire nécessaires pour la conduite des opérations d'entretien préventif des collections et des éléments qui y sont attachés, à réaliser ou faire réaliser toute prise de vue (image et/ou son) sur les opérations et à les exploiter dans les conditions visées ci-après.

Le titulaire s'engage à en informer ses employés et sous-traitants et à avoir obtenu, préalablement à toute visite sur le chantier, de ses employés et/ou des sous-traitants toutes les autorisations nécessaires à la réalisation et à l'utilisation

des prises de vues et/ou de sons par le maître d'ouvrage ou ses partenaires et à transmettre au maître d'ouvrage, sur simple demande de ce dernier, ces autorisations.

Lesdites autorisations devront porter sur toute représentation, y compris l'image et la voix, des personnels et/ou sous-traitants du titulaire et permettre toute utilisation (droits de reproduction et représentation, en ce compris droits d'adaptation) des prises de vues et/ou de sons par le maître d'ouvrage et/ou par ses ayants droit directs ou indirects, pour le monde entier, pour toute la durée du présent marché et dix (10) années après son terme ou sa résiliation, quelle qu'en soit la cause, aux fins des exploitations suivantes, que celles-ci donnent lieu, directement ou indirectement, au paiement d'un prix ou non :

- ✓ mise en ligne sur le réseau Intranet, Internet et/ou sur les réseaux sociaux ;
- ✓ exploitation dans le cadre des outils d'information, de communication et de promotion des savoir-faire des opérations, notamment : lettre d'information numérique grand public, lettre d'information et point d'information aux donateurs, expositions, rapports d'activité, supports de signalétique à proximité de chantier et/ou d'opération, etc. et lors d'événements publics, cartons d'invitation ;
- ✓ communication à la presse (sur tous types de support : presse écrite, radio, tv, web), française et étrangère, pour tout communiqué de presse ou dossiers de presse thématiques ou événementiels (par ex. : métiers concourant au chantier de restauration, programmation dans le cadre des Journées européennes du patrimoine, etc.) et relatifs à l'état d'avancement du chantier ;
- ✓ le cas échéant, communication aux donateurs et mécènes du Chantier. Cette utilisation sera utilisée notamment à des fins d'information sur l'avancée des opérations et dans le cadre de la communication relative aux différentes opérations de mécénat ;
- ✓ insertion/incorporation au sein d'œuvres audiovisuelles et/ou multimédia, des outils de médiation, mis à disposition du public sur des dispositifs accessibles au public grâce à des applications téléchargeables sur tout type de terminaux mobiles (audioguides, disques durs, supports USB, smartphones, lecteur mpg3, tablettes numériques, e-books, jeux vidéo, etc.) et sur tout type de terminaux fixes (télévision hertzienne, télévision numérique, tablette numérique, bornes multimédia, etc.) ou distribué sur tout type de supports ;
- ✓ insertion/incorporation dans les bases de données documentaires et muséographiques ;
- ✓ projection et diffusion dans le cadre de conférences, séminaires, cours ou ateliers ;
- ✓ exploitation d'ouvrages imprimés ou numériques (dont notamment publications scientifiques, artistiques, catalogues d'exposition), destinés ou non à la vente ;
- ✓ merchandising, aux fins notamment de fabriquer, distribuer, vendre ou louer, éditer, commercialiser sous toute forme, ou utiliser - y compris pour toute destination publicitaire ou promotionnelle - des produits ou des objets diffusés dans le commerce qui incorporent dans leur substance, leur forme, leur décoration, leur conditionnement et/ou leur présentation, par quelque procédé que ce soit, tout ou partie des prises de vues et/ou de sons.

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre son fait personnel et contre toute revendication ou éviction quelconque (notamment violation de droits de la personnalité, diffamation, injure) afférente aux prises de vues et/ou de sons qui serait opposée à, ou intentée contre le maître d'ouvrage par un tiers, ayant pour fondement et/ou origine la réalisation et/ou l'utilisation des prises de vues et/ou de sons. A ce titre, le titulaire s'engage notamment à garantir et rembourser le maître d'ouvrage de l'intégralité de toute indemnisation que le maître d'ouvrage serait condamné à verser ainsi que les frais d'avocats auxquels le maître d'ouvrage devrait avoir recours pour organiser sa défense à ce titre.

22.2 Prises de vues ou tournages sur les opérations menées par le titulaire

Aucune prise de vues et/ou de sons n'est autorisée dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du marché, spécialement sur les opérations, sans l'autorisation préalable écrite du maître d'ouvrage.

Le titulaire doit informer ses employés et sous-traitants de l'interdiction de toute prise de vues et/ou de sons dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du marché et veiller à ce qu'ils respectent strictement cette interdiction.

Il est toutefois précisé que le titulaire peut organiser des actions de communications internes, clients, journalistes de presse écrite généraliste ou professionnelle, de radios ou télévisions, publicité spécialisée ou grand public sur ses réalisations au Musée du Louvre, sous réserve de saisir l'Etablissement Public du Musée du Louvre par écrit quatre (4) semaines au moins avant toute action de communication. L'EPML se réserve la possibilité d'accepter, de différer,

de modifier ou de refuser l'action de communication souhaitée pour des raisons de sécurité ou de confidentialité qu'il est seul à même d'évaluer.

En cas d'autorisation délivrée par le maître d'ouvrage, le titulaire s'engage à n'utiliser les prises de vues et/ou de sons de ses employés et/ou sous-traitants qu'à des fins d'archivage, de référencement et/ou de promotion de son activité et ce, à l'exclusion de toute exploitation commerciale et sous réserve d'obtenir, à ses frais et risques, les droits et autorisations (notamment droits d'auteur, droits à l'image ou à la voix des personnes ou à l'image des biens) nécessaires auxdites exploitations.

En cas d'autorisation délivrée par le maître d'ouvrage, le titulaire fournira, sur simple demande du maître d'ouvrage, une copie des prises de vues et/ou sons de ses employés et/ou sous-traitants, selon un format convenu d'un commun d'accord. La remise dudit support emportera de plein droit, et sans qu'il soit besoin d'une autorisation spécifique complémentaire, autorisation pour le maître d'ouvrage d'exploiter les prises de vues et/ou de sons dans les mêmes termes et conditions (notamment de supports, d'exploitations, de territoires, de durée et de garanties) que ceux stipulés ci-dessus au titre de l'exploitation de l'image et de la voix des personnels et sous-traitants du titulaire.

22.3 Clause de confidentialité

Compte tenu du contexte particulier du musée du Louvre et notamment de l'aspect sensible des problèmes de sécurité et de sûreté, le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel à l'égard de toute personne pour tout ce qui a trait aux renseignements qu'ils pourraient recueillir au cours de leur mission et notamment à l'égard des médias.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, a reçu de l'établissement public du musée du Louvre communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.

Il ne doit divulguer aucune information qui résulte de l'exécution du marché ou pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

Le titulaire doit sans délai avertir la personne en charge de la conduite du marché de toute violation de l'obligation de confidentialité par l'un des membres de son personnel.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôle d'entrées ou de sorties des personnes, ainsi qu'en matière de contrôle de sorties de documents de toute nature, objets, matériels ou marchandises par ces mêmes personnes. Elle peut également être recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

En cas de non-respect par le titulaire des obligations résultant du présent article, la personne représentant le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, sans préjudice du droit à dommages et intérêts pour le préjudice éventuellement subi, aux conditions de l'article 36 du présent CCAP.

Article 23. Stationnement

Aucune place de parking ne pourra être mise à disposition du titulaire.

Article 24. Port du badge ostensible et permanent obligatoire

Sur la base de la liste nominative fournie par le titulaire, les laissez-passer, badges ou passes nécessaires lui sont fournis pour la circulation de son personnel.

Le port du badge d'identification, de façon ostensible et permanente, est obligatoire. Aucune dérogation à cette règle n'est possible. L'inapplication des règles relatives au port du badge est susceptible d'entraîner une demande de retrait d'agrément.

PARTIE 3 : MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS ET REGLEMENT

Article 25. Admission des prestations

25.1 Opérations de vérification

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le Titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées
- a réalisé les prestations, définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Il est fait application des articles 27 et 28 du CCAG/FCS en ce qui concerne les vérifications quantitatives et qualitatives. Le pouvoir adjudicateur procède aux vérifications qualitatives et quantitatives. Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur n'avisera pas le titulaire des jours et heure fixés pour les vérifications.

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur peut prendre une décision d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG/FCS.

Admission : L'acheteur prononce l'admission des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au Titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de deux mois à dater de de l'achèvement de l'exécution du service.

Ajournement : Si l'EPML estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Par cette décision, l'EPML invite le Titulaire à présenter à nouveau, les prestations mises au point.

Réfaction : Lorsque la personne chargée de la conduite du marché estime que des prestations exécutées dans le cadre du présent marché ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, elle peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction du prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Rejet : Lorsque la personne chargée de la conduite du marché estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, même avec réfaction, elle en prononce le rejet total ou partiel.

25.2 Détérioration des collections, du bâtiment ou du matériel

Le titulaire s'engage à signaler immédiatement à l'EPML par tout moyen permettant d'accuser réception de façon certaine l'information, toute dégradation touchant les objets, le bâtiment et le matériel, survenue au cours de l'exécution des prestations. Le titulaire rédigera un compte-rendu circonstancié et comportant une documentation photographique de tous dommages survenu sur les collections, le bâtiment ou le matériel. Les anomalies ou détériorations dues à la manipulation des objets seront notifiées au titulaire dans un délai de 30 jours suivant l'exécution des prestations.

Les anomalies ou détériorations dues à la manipulation des œuvres, documents ou objets seront notifiées au titulaire dans un délai de trois (3) jours suivant l'exécution des prestations.

Il sera alors procédé à un examen contradictoire avec constat (constat d'état sur un ou des objets et/ou constat sur bâtiment et matériel), destiné à déterminer la part de responsabilité du titulaire.

Les constats seront dressés conjointement par un représentant de l'EPML et un représentant du titulaire, en deux exemplaires signés par les deux parties.

25.3 Réparations à appliquer en cas de dommages

Après constat, le représentant du pouvoir adjudicateur établira un compte-rendu mentionnant les parts de responsabilité ainsi que les différentes réparations à appliquer.

Le représentant du pouvoir adjudicateur déterminera, suivant la nature et l'importance des dommages constatés, le ou les traitements de restauration de l'œuvre à réaliser par le titulaire.

25.4 Indemnisation

Après constat d'anomalie ou de détérioration, l'EPML établira un compte-rendu établissant l'anomalie ou la détérioration.

Une indemnisation sera demandée le cas échéant au titulaire.

Article 26. Pénalité

Le montant des pénalités est déduit du montant de la facture. Le cas échéant, les pénalités peuvent également être recouvrées par émission d'un titre de recette.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1000 euros pour l'ensemble du marché.

Il s'expose aux pénalités suivantes, sans mise en demeure préalable :

- **Pénalité de retard par rapport aux délais fixés entre l'EPML et le Titulaire et lorsque la responsabilité de ce retard incombe au seul Titulaire** : Il est appliqué une pénalité de 3 % du montant total de la commande par jour calendaire de retard. Par dérogation à l'article 14.2.1 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 30% du bon de commande.
- **Pénalités en cas de retard de transmission du rapport d'intervention** : En cas de non-respect des engagements contractuels, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, sur simple constatation de l'EPML, **une pénalité forfaitaire égale à 50€ par mois de retard en cas de retard de transmission du rapport d'intervention.**
- **Pénalité relative à la composition de l'équipe dédiée** : en cas de non-respect, par le Titulaire, du choix de l'EPML quant à la désignation du membre de l'équipe dédiée en charge des prestations le Titulaire s'expose à une pénalité forfaitaire de 1 000 € HT par membre non prévu.
- **Pénalités relatives à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise** : Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du Titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il le met en demeure de cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle des résultats de cette démarche.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, le pouvoir adjudicateur peut imposer des pénalités, ou résilier l'accord-cadre, sans indemnité, le cas échéant, au frais et risques du Titulaire. Le montant des pénalités est, à ce titre, au plus égal à 10,00 % du montant du bon de commande et, ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

Article 27. Dérogation au principe d'exclusivité

L'EPML se réserve la possibilité de recourir à des tiers, uniquement dans les cas suivants :

- spécificité technique découlant d'une œuvre particulière,
- métier d'expertise spécifique,
- indisponibilité du titulaire dans le calendrier défini par l'EPML et pour une prestation urgente.

Article 28. Prix

28.1 Nature et contenu des prix

Chacun des lots est rémunéré par un prix mixte constitué, principalement d'un forfait, et de prix unitaires.

Les prestations sont rémunérées par :

- Le détail du prix global et forfaitaire pour les prestations à prix forfaitaires
- Par le Bordereau des prix unitaires pour les prestations à prix unitaires.

Les montants de la part à commande s'établissent de la manière suivante :

	Par période d'exécution (12 mois)
Montant minimum HT :	Sans montant minimum
Montant maximum HT :	40 000€

Les prix comprennent l'ensemble des prestations du marché telles que décrites dans le présent CCP.

Les prix sont réputés établis sur la base de la connaissance acquise du titulaire, préalablement à la remise de son offre, des conditions d'exécution des prestations. Celui-ci reconnaissant avoir notamment apprécié toute difficulté inhérente aux conditions d'exécution des prestations, vérifié les indications portées dans les documents du dossier de consultation, voir demandé tous renseignements complémentaires nécessaires.

Les prix sont réputés complets conformément aux dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, et comprennent notamment :

- les charges fiscales et parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents aux frais généraux (déplacements,...), les frais d'assurance, la garantie, les frais généraux de gestion et de secrétariat, les frais de restauration et d'hôtellerie, le matériel, les produits, le transport, les matériaux et fournitures de toute nature nécessaires à l'exercice de sa mission, toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, ainsi que l'ensemble des prestations telles que définies au présent CCP.
- Les frais d'installation et d'enlèvement des fournitures et matériels ;
- Les équipements de protection individuelle ;
- Les matériels et fournitures nécessaires à la bonne réalisation des opérations (annexe n° 2AE).

28.2 Variation des prix

Les prix sont fermes sur toute la durée d'exécution du marché.

28.3 Ajout de nouveaux prix en cours d'exécution

L'EPML se réserve la possibilité de demander des prestations non prévues au BPU, dans la mesure où l'extension de prestation reste dans le cadre de l'objet général du présent marché.

Le BPU pourra alors être complété en cours d'exécution par l'ajout de nouvelles lignes, qui feront l'objet de prix nouveaux.

La personne responsable du suivi du marché adresse au titulaire une demande de devis.

Dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande, le titulaire présentera un devis en prix unitaires à la personne responsable du suivi du marché.

La personne assurant la conduite du marché dispose d'un délai de 5 jours maximal pour notifier par ordre de service son accord sur les conditions proposées par le titulaire.

En cas de validation de ces prix par l'EPML, le titulaire joindra à la facture, le bordereau de prix unitaires incluant les prix nouveaux définitifs. Il devra être signé des deux parties sans donner lieu à la passation d'un avenant.

Article 29. Emission des bons de commande

29.1 Modalités de commande générales

Le pouvoir adjudicateur commande, en fonction de ses besoins, les prestations prévues au présent marché. Il est délivré un bon de commande pour chaque prestation exécutable dans le cadre du marché. Toutefois, un même bon de commande pourra regrouper plusieurs prestations.

Les bons de commande sont délivrés et signés au fur et à mesure des besoins et seront rémunérés par l'application des prix unitaires figurant au bordereau annexé à l'acte d'engagement (BPU).

Les bons de commande précisent :

- la référence et le numéro du marché,
- la date,
- la référence et le numéro du bon de commande,
- l'intitulé précis des prestations à exécuter,
- les prix HT tels que définis au bordereau des prix unitaires,
- le délai de livraison ou d'exécution des prestations,
- les précisions éventuelles concernant les conditions d'exécution,
- le montant HT des révisions de prix, le cas échéant,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total HT et TTC de la commande.

Les bons de commande, datés et visés par une personne ayant reçu délégation à cette fin, sont notifiés par le pouvoir adjudicateur au Titulaire avant tout début d'exécution. Aussi, ils sont transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date certaine.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché pour une durée d'exécution de 3 mois maximum après cette date.

29.2 Modalités de commande en cas de mise en œuvre des prix unitaires « horaires »

Après détermination précise et objective de la prestation de service à réaliser, le pouvoir adjudicateur demande un devis préalablement à l'émission de tout bon de commande afin d'en arrêter le montant global, et définitif compte tenu de la nature technique, du volume et du périmètre des prestations à exécuter, mais également des délais, convenus au préalable entre le Titulaire et l'EPML, nécessaires à sa complète réalisation.

Le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés pour remettre le devis suite à l'envoi de la demande. L'émission d'un bon de commande visant le devis vaut acceptation de ce dernier.

29.3 Annulation d'une commande

Après émission du bon de commande, l'EPML conserve la faculté d'annuler celui-ci, et sans verser d'indemnités au Titulaire.

En cas de dépassement supérieur à 1 mois, des délais d'exécution précisés dans le bon de commande, le musée du Louvre pourra renoncer à sa commande. Cette renonciation n'ouvre droit pour le Titulaire à aucune indemnité.

29.4 Modification d'une commande – bon de commande complémentaire

Lorsque l'EPML désire faire effectuer des modifications mineures du contenu d'une commande, l'EPML adresse une demande au titulaire en temps utile et avant toute modification.

Dès que la demande de modification de l'EPML, accompagnée le cas échéant d'un cahier des charges de modification, a été reçue par le Titulaire, ce dernier, répond dans un délai maximal de 5 jours ouvrés :

- la demande ne nécessite pas de proposition financière car la modification de la commande est minimale et ne nécessite pas de modification de son montant (hypothèse d'une modification de la liste d'œuvres n'impactant pas le nombre de jour/homme, dans ce cas elles devront être réalisées sans surcoût par le Titulaire).
- Si la demande nécessite une modification financière : le Titulaire fournit la proposition financière car la modification de la commande entraîne une modification de son montant en moins ou en plus (dans la limite de 10%), en conformité avec les prix stipulés au présent marché.

L'exécution des prestations modifiées par le Titulaire est conditionnée par l'émission d'un bon de commande modificatif par l'EPML auquel est annexé le cas échéant la proposition financière modificative du Titulaire et le cahier des charges de modification comprenant si nécessaire un planning modificatif.

Ce « bon de commande modificatif/complémentaire » n'est assorti d'aucun formalisme particulier à l'exception d'une transmission écrite (courrier, mails...).

Article 30. Modalités de règlement

30.1 Présentations des factures relatives aux prix forfaitaires

Les prestations pourront faire l'objet de paiements séparés selon leur avancée de réalisation et à condition qu'elles aient été réceptionnées par l'EPML.

Aussi les opérations de prestations de suivi et d'entretien des collections, de coordination de celles-ci pourront être payées séparément de la rédaction et rendu du rapport d'intervention.

Présentation des factures relatives aux prix unitaires

Les prestations seront commandées au fur et à mesure des besoins et feront l'objet d'une facturation correspondante, après admission des prestations.

30.2 Mentions des factures

Les factures devront obligatoirement comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les références du marché, du ou des bons de commande exécutés
- Les noms, adresse et n° du Siret du titulaire
- Les références bancaires,
- La date de réalisation des prestations
- Le descriptif des prestations réalisées
- Le montant H.T.,
- Le montant HT des pénalités, le cas échéant,
- Le montant total H.T.,
- Les taux et montant de la T.V.A.,
- Le montant TTC

L'exactitude de ces mentions conditionne le règlement des prestations.

Sont déduites au montant, le cas échéant, les pénalités prévues au présent CCP.

Le règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et par virement administratif.

Les paiements sont effectués par mandats, en créditant le compte ouvert au nom du Titulaire dans le contrat.

30.3 Adresse d'envoi des factures

Les paiements seront effectués, selon les dispositions prévues à l'article 11 du CCAG/FCS et précisées ci-dessous, au compte ouvert au nom du titulaire.

La transmission des documents relatifs au paiement s'effectue conformément aux dispositions des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Les factures devront être déposées sur <https://chorus-pro.gouv.fr>. L'utilisation de ce portail est obligatoire pour transmettre vos factures adressées au musée du Louvre.

Lors du dépôt de vos factures, vous devrez obligatoirement renseigner le numéro d'engagement et le code service que vous trouverez sur le bon de commande ou qui vous aura été transmis par votre interlocuteur opérationnel au musée du Louvre.

Nous vous rappelons que les factures qui ne seront pas transmises via le portail CHORUS PRO seront rejetées

En complément, pour tout connaître sur la facturation électronique, rendez-vous sur le site Internet « Communauté Chorus Pro » à l'adresse :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Vous y trouverez toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui conviendra le mieux à votre organisation.

Un ensemble de fiches pratiques est à votre disposition :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

Vous pouvez retrouver également des tutoriels sur la chaîne YouTube :

<https://www.youtube.com/channel/UCZu7eGQjA6mHF15W7foJzkQ>

Le montant du règlement est calculé en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur lors du fait générateur.

En cas de paiement séparé, il est impératif d'identifier précisément la répartition du montant entre cotraitants et de joindre les références bancaires de chaque cotraitant.

En cas de modification d'établissement financier et/ou de numéro de compte, le Titulaire doit en avvertir la personne publique dans un délai de 15 jours.

L'Etablissement Public du Musée du Louvre se réserve le droit de retourner au Titulaire toute facture ne comportant pas les pièces justificatives ou les mentions indiquées ci-dessus.

Le montant de la somme à régler au Titulaire est arrêté par la personne représentant le pouvoir adjudicateur. Il est notifié au Titulaire si la facture a été modifiée ou si elle a été complétée. Dépassé un délai de 30 jours à compter de cette notification, le Titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté les modifications.

NB : Dans tous les cas une copie des demandes de paiement est transmise auprès de la direction en charge du suivi du marché : grazia.nicosia@louvre.fr et gaelle.nicot@louvre.fr

30.4 Délais de paiement - Intérêts moratoires

Le délai global de paiement du Titulaire est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par l'EPML. Les modalités de règlement du Titulaire sont soumises aux dispositions du décret n°2013-269 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique. Ainsi, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de retourner au Titulaire toute facture ne comportant pas les mentions indiquées ci-dessus, et ainsi de suspendre le délai de paiement jusqu'à production d'une facture conforme aux prescriptions ci-dessus.

Le défaut de paiement dans le délai prévu au présent article ouvre droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement et fait courir de plein droit des intérêts moratoires au profit du Titulaire calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour de paiement.

Le taux d'intérêt moratoire applicable correspond au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir augmenté de 8 points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Article 31. T.V.A.

Le montant des règlements est calculé en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur lors du fait générateur.

Article 32. Avance

Conformément à l'article 11.1 option A du CCAG-FCS, et en application des articles R. 2191-3 à R. 2191-10 du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire, sauf refus exprès du titulaire dans l'acte d'engagement. Le montant de l'avance versé est égal à 20% du montant du marché.

En cas de sous-traitance, l'avance sera versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le remboursement de l'avance est effectué conformément aux articles R. 2191-11, R. 2191-12 et R. 2191-19 du Code de la commande publique.

Article 33. Sous-traitance

Le titulaire ne peut sous-traiter une partie des prestations dont il a la charge, sans avoir reçu l'acceptation du ou des sous-traitants par la personne représentant le pouvoir adjudicateur et de l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Conformément aux articles L.2193-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire doit compléter un acte spécial de sous-traitance, en cas de demande d'agrément de sous-traitant.

Les justifications concernant le(s) sous-traitant(s) sont identiques à celles exigées des candidats par l'acheteur public dans l'avis d'appel public à la concurrence relatif au marché initial, y compris, si la personne publique le demande, les capacités techniques, professionnelles et financières ainsi qu'une présentation des références représentatives de la prestation objet du marché.

L'absence de l'une de ces pièces et/ou la non-conformité des documents remis par le titulaire fait obstacle à l'acceptation des sous-traitants par la personne représentant le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

Dans le cas d'un marché passé avec un groupement, l'acte spécial de sous-traitance devra être signé par le mandataire et le cotraitant qui a conclu le contrat de sous-traitance.

La sous-traitance s'exerce selon les conditions stipulées aux articles L.2193-4 et suivants du code de la commande publique. En cas de non-respect de ces dispositions, le titulaire s'expose aux sanctions prévues à l'article 3.6.3 du CCAG/FCS.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

PARTIE 4 : DIVERSES CLAUSES ADMINISTRATIVES

Article 34. Cession des droits sur le rapport d'intervention

Le titulaire du marché cède à l'EPML, les droits d'exploitation afférents au rapport d'intervention (versions intermédiaire et finale), à titre non exclusif et pour le monde entier, à compter de la signature du présent marché, pour la durée légale des droits d'auteur fixée par les législations tant française qu'étrangères et d'après les conventions internationales actuelles ou futures, y compris les prolongations qui pourraient être apportées à cette durée.

Le titulaire du marché cède ainsi à l'EPML le droit de reproduire, représenter, communiquer, adapter, modifier, arranger et exploiter, notamment par voie de sous-cession, le rapport d'intervention, en tout ou partie.

Le droit de reproduction s'entend comme le droit de reproduire ou de faire reproduire le rapport d'intervention, sans limitation de nombre, par tous moyens et procédés techniques connus ou inconnus à ce jour, qu'ils soient notamment analogiques, magnétiques, numériques ou optiques, sur tous supports connus ou inconnus à ce jour, qu'ils soient notamment analogiques, magnétiques, numériques, ou optiques.

Le droit de représentation s'entend comme le droit de communiquer le rapport d'intervention au public, en tout ou partie, par tous moyens et tous procédés techniques connus et inconnus à ce jour, qu'ils soient notamment analogiques, optiques, magnétiques, vidéographiques ou numériques, sur tous réseaux informatiques, numériques, télématiques et de télécommunications et tout autre procédé analogue existant ou à venir, par voie de télédiffusion et par tous moyens inhérents à ce mode de communication, ainsi que dans toutes salles réunissant du public.

Le droit d'adaptation et de modification s'entend comme le droit de modifier ou de faire modifier le rapport d'intervention, et notamment de l'intégrer au sein d'autres œuvres, d'une base de données ou dans tout programme informatique. Ce droit s'exerce dans le respect du droit moral de l'auteur.

La présente cession de droits est consentie par le titulaire du marché à l'EPML pour toute exploitation institutionnelle du rapport d'intervention par l'EPML ou tout partenaire ou prestataire de son choix, et notamment à des fins d'archivage, de documentation, de recherche, d'enseignement, de communication institutionnelle et scientifique, de médiation culturelle, de publications y compris commerciales (journaux, revues, brochures, dossiers, catalogues d'exposition, etc.), dans le cadre de colloques, ateliers ou conférences.

L'EPML s'engage à accompagner toute exploitation du rapport d'intervention par la mention qui lui sera communiquée par le titulaire.

Il est entendu que le prix de la présente cession de droits est inclus dans le prix du marché et ne donnera lieu à aucune rémunération supplémentaire du titulaire par l'EPML.

L'EPML s'engage à respecter le droit de paternité les rédacteurs des rapports et œuvres et seront cités comme auteurs.

Article 35. Responsabilité sociétale des organisations

Le musée du Louvre à travers sa stratégie de Responsabilité Sociétale de l'Organisation et l'intégration du nouveau plan « Services publics écoresponsables » (février 2020) entend orienter à court terme et définitivement les aspects sociaux, sociétaux et environnementaux de l'ensemble de ses activités vers un modèle soutenable et équitable, en accord avec le cadre réglementaire suivant :

- [Circulaire du Premier ministre du 25 février 2020 relative aux services publics écoresponsables](#). Notamment la mesure 20 : Développement d'une stratégie de réduction de l'empreinte carbone du numérique public, comprenant notamment la sensibilisation des agents aux écogestes numériques et l'achat de matériel reconditionné.
- [La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte \(www.legifrance.gouv.fr\)](#)
- [L'instruction du 17 février 2015 relative au plan d'action interministériel administration exemplaire pour l'environnement 2015-2020 \(circulaires.legifrance.gouv.fr\)](#)
- [La circulaire du 27 avril 2016 relative à la gouvernance de la politique immobilière de l'Etat](#)

- [L'exemplarité de l'Etat en matière d'utilisation de produits issus de l'agriculture biologique dans la restauration collective \(circulaires.legifrance.gouv.fr\)](#)
- [Loi EGALIM](#) - (loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous) qui fait suite aux états généraux de l'alimentation.
- [Loi AGECE](#) - Lutte contre le gaspillage et économie circulaire
- [Loi Climat et Résilience](#) - lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets

Composante importante de cette démarche écoresponsable, la politique d'achat a été identifiée comme un levier clé d'action et le musée s'engage également à traduire ses propres engagements auprès de ses prestataires.

Le musée du Louvre souhaite décliner le marché avec le cadre réglementaire et les dynamiques citées plus haut, notamment la loi AGECE, ainsi que le cadre plus large des Objectifs de Développement Durable de l'ONU. Il est donc souhaité de la part du Titulaire le respect des grands principes décrits ci-après relatifs à la mise en œuvre d'une gestion écoresponsable à chaque étape du cycle de vie de la prestation :

- Etape 1 - Sélection de Matières labellisées, bio sourcés, issus de sources recyclées, recyclables
- Etape 2 - Conception et Fabrication locale au maximum, intégrant des pièces reconditionnées, produit de manière sure, durable en utilisant le moins de ressources possible dans le respect des normes internationales, avec un bilan social positif, éco-conçu pour être facilement réutilisé, démonté, recyclable
- Etape 3 - Transport et Packaging limitant au maximum les emballages, en supprimant les emballages plastiques, en privilégiant les emballages bio-sourcés et facilement recyclables, acheminés par des moyens de transport faiblement émetteurs de CO2, en réalisant le moins de distance possible
- Etape 4 - Utilisation garantie sur une longue durée de vie, sure sans nocivité pour la santé, mise à disposition d'un service de réparation pour éviter le rachat de matériels neufs
- Etape 5 - Solutions de Fin de vie pour garantir la non-nocivité, proposition de solutions de reprise en fin de vie et de réparation, de don, de revalorisation matière ou bien de revalorisation énergétique

Article 36. Résiliation

Le marché pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues au chapitre 6 du CCAG/FCS (articles 38 à 45), sous réserve des dispositions ci-dessous.

Outre les clauses de résiliation prévues à l'article 41 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

- dans l'une des situations mentionnées aux articles 45 et 46 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 ;
- en cas de non-respect des obligations relatives au travail dissimulé en application de l'article L.8222-6 du code du travail, après mise en demeure restée infructueuse, lorsque le titulaire contrevient à aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail et aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.
- en cas de violation du secret professionnel et des obligations de discrétion et de confidentialité tels que définis au présent document, et/ou lorsque le titulaire n'a pas pris les mesures de sécurité prévues au titre du présent marché.
- dans tous les autres cas prévus au présent document et au CCTP.

La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions qui pourraient être intentées contre le titulaire.

Par ailleurs, par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS, l'EPML se réserve la possibilité de résilier le marché pour les cas suivants:

- En cas de modification de l'équipe dédiée, à l'issue de la troisième récusation pour juste motif d'un nouvel intervenant, ou en l'absence de désignation d'un nouvel intervenant dans les délais impartis conformément à l'article 16 du présent CCP ;
- En cas d'une personne dédiée à l'exécution des prestations qui n'aurait pas été agréée par l'EPML.

Le musée du Louvre peut être amené à faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du Titulaire en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire.

Article 37. Cession et nantissement des créances

Sur demande expresse du Titulaire, il lui est remis une copie de l'original du contrat certifiée conforme et portant la mention "copie certifiée conforme à l'original" délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

Conformément à la loi n°81.1 du 2 janvier 1981 modifiée, la cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du présent marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

Article 38. Assurance et responsabilités

Le Titulaire est responsable de l'ensemble des prestations jusqu'à leur livraison et leur admission dans les locaux de l'administration. En aucun cas le Titulaire ne peut se retrancher derrière la défaillance ou la faute de ses préposés, de ses transporteurs, de ses coursiers ou de ses fournisseurs pour atténuer ou supprimer sa responsabilité.

Le Titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité, auprès d'une compagnie notoirement solvable et agréée par le Ministère de l'Economie et des Finances, dont il produira l'attestation et la copie avant toute notification du marché, par dérogation à l'article 9 du CCAG/FCS.

La police d'assurance couvre :

- le recours de tiers contre l'Etablissement public du Musée du Louvre.
- les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution ou de la non-exécution des prestations (à l'égard des tiers, de l'Etablissement Public du Musée du Louvre, de tout organisme auprès duquel le Titulaire est appelé à intervenir dans le cadre du marché).

Les polices d'assurances souscrites par le Titulaire doivent notamment couvrir, sans exclusions de garantie, les dommages causés aux documents de toute nature confiés au Titulaire pour l'exécution des prestations prévues au marché, comme des photographies, documents graphiques, partitions, traductions, reproductions, copies de sauvegarde nécessaires à l'exécution du marché.

Le Titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues dans les polices d'assurance qu'il a ou aura souscrites.

Article 39. Langue, litige et compétence des tribunaux

En cas de litige, seul le droit français est applicable. Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, la juridiction à saisir est le Tribunal Administratif de Paris. Toutefois, le différend peut être soumis dans un premier temps à l'avis du Comité Consultatif du règlement amiable.

Le musée du Louvre peut être amené à faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du Titulaire en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire.

Article 40. Dérogations aux dispositions du CCAG

Il est dérogé au C.C.A.G-FCS pour les articles suivants :

Article du C.C.P.	Article du C.C.A.G.-F.C.S.
7	4.,1
25	27.3
26	14.1.3 et 14.2.1
36	41
38	9